

Unité départementale du Val-d'Oise
Immeuble Jacques Lemercier
5 avenue de la Palette
95010 Cergy-Pontoise

Cergy-Pontoise, le 16 mars 2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 16 janvier 2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

Société CFEB SISLEY

32 avenue des Béthunes
95310 Saint-Ouen-l'Aumône

1) Contexte et objet de la visite

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 16 janvier 2023 dans l'établissement CFEB SISLEY implanté au 32 avenue des Béthunes à Saint-Ouen-l'Aumône (95310). L'inspection a été annoncée le 12 janvier 2023.

Cette partie «Contexte et constats» est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CFEB SISLEY
- Code AIOT : 0006513213
- Régime : Enregistrement, non Seveso, non IED

Le site CFEB SISLEY de Saint-Ouen-l'Aumône est en exploitation depuis fin 2010. Il comprend environ 408 personnes et est dédié au stockage des produits de la marque (36 000 m² d'entrepôt) et à la recherche et au développement (2 000 m² de laboratoires). Il comprend également 7 000 m² de services administratifs. 25 % de l'énergie électrique utilisée sur site est fournie par les panneaux photovoltaïques installés sur le toit du bâtiment.

L'objet de cette visite, réalisée suivant la fréquence prévue par le Plan Pluriannuel de Contrôle de l'Inspection des ICPE, était :

- de vérifier les suites données aux observations émises lors de la précédente visite d'Inspection ;
- d'établir l'éligibilité de l'établissement à l'application de la réglementation relative aux liquides inflammables ;
- de vérifier le respect de certaines prescriptions de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 relatif aux entrepôts.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du Code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du Code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
1	Suites données aux observations émises lors de la précédente visite d'Inspection – Point Équipement Sous Pression	Arrêté Préfectoral du 09/02/2023	Lettre de suite préfectorale	1 mois
2	État des matières stockées	Arrêté Ministériel du 11/04/2017	Lettre de suite préfectorale	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
3	Arrêté du 24/09/20 relatif au stockage en récipients mobiles de liquides inflammables	Arrêté Ministériel du 24/09/2020	Sans objet
4	Analyse des risques de l'assureur	Article 1.2 de l'annexe II de l'arrêté préfectoral du 11 avril 2017	Sans objet
5	Risque foudre	Arrêté Ministériel du 04/10/2018	Sans objet
6	Vérification de l'accessibilité du site au pompier (parcours sur le périmètre de l'Installation)	Arrêté Préfectoral du 09/02/2023	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Il ressort de cette inspection que 2 des 6 points de contrôle abordés concluent à des non-conformités et que d'autres points appellent des observations de la part de l'Inspection.

Les non-conformités ont trait aux équipements sous pressions et à l'état des matières stockées. L'Inspection propose une lettre de suite préfectorale exigeant une mise en conformité sous un délai de un mois.

2-4) Fiches de constats

N°1 : Suites données aux observations émises lors de la précédente visite d'Inspection

Référence réglementaire : Observations émises lors de la précédente visite d'inspection du 26 Juin 2020
<p>Prescriptions contrôlées : Lors de la visite d'inspection du 26 juin 2020, les 4 observations suivantes avaient été formulées :</p> <ul style="list-style-type: none">• Observation n°1 : l'exploitant devra s'assurer de prendre en compte les remarques et non-conformités relevées dans ses rapports Q1 de vérification de son système de sprinklage.• Observation n°2 : les dispositions relatives à la conduite à tenir en cas de mise hors service temporaire du système de sprinklage ne sont pas précisées dans le plan de défense incendie. Il existe cependant une fiche précisant les actions à mettre en place.• Observation n°3 : l'exploitant s'assurera que son plan de défense incendie corresponde en tous points au point 23 de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017.• Observation 4 : La liste des Équipements Sous Pression (ESP) prévue à l'article 6 de l'arrêté ministériel du 20 novembre 2017 relatif au suivi des équipements sous pression pourrait gagner en lisibilité en y intégrant les références des équipements, ainsi que leur état technique (en fonctionnement, au chômage ...).
<p>Constats : Par courrier du 23 septembre 2020, la société CFEB SISLEY a transmis un courrier à l'Inspection de l'environnement par lequel elle l'informe des dispositions prises afin de tenir compte des observations formulées consécutivement à la visite d'inspection du 26 juin 2020.</p> <p>Nous constatons que ce courrier permet de conclure que les observations n°1, 2 et 3 ont bien été prises en compte par l'exploitant.</p> <p>Concernant l'observation n°4, l'exploitant a joint une liste des ESP mise à jour. Cette liste nous a à nouveau été transmise par mail du 19 janvier 2023. Nous constatons que cette liste ne contient pas l'ensemble des informations exigées par l'article 6 de l'arrêté ministériel du 20 novembre 2017, en l'occurrence, le type d'équipement et le régime de surveillance.</p> <p>Non conformité n°1 : La liste des équipements sous pression ne comporte pas l'ensemble des éléments prévus à l'article 6 de l'arrêté ministériel du 20 novembre 2017.</p> <p>Par ailleurs cette liste comporte, selon l'Inspection, les insuffisances suivantes qui nuisent à sa lecture et/ou sa compréhension au risque d'être source d'erreur :</p> <ul style="list-style-type: none">• les dates de réalisation des dernières et prochaines inspection périodiques ne sont pas explicitement mentionnées ;• la colonne « nombre de visites » évoque ce qui semble être une fréquence de visites ;• la colonne désignant les équipements comporte des informations parasites de l'ordre de l'observation ou de la maintenance (remplacement des 4 soupapes...) ;• la colonne « documents fournis », mentionne les mots « rapports » ou « visite à faire avant le 03/03/2024 » sans aucune explication permettant d'en tirer une information utile et cohérente avec l'intitulé de la colonne ;• la colonne observations indique « signer le registre de sécurité ». S'agit-il d'un manquement, d'un constat ou d'une consigne ?• des informations sont inscrites en dehors des colonnes du tableau. <p>Observation n°1 : Il conviendrait que l'exploitant tienne compte des remarques ci-dessus afin que sa liste d'ESP gagne en lisibilité.</p>
Type de suites proposées : Avec suite concernant la non-conformité n°1
Proposition de suites : Lettre de suite
Délai : 1 mois concernant la non-conformité n°1

<p>Référence réglementaire : Article 1.4 de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Article 1.4 de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 relatif</p>
<p>Prescription contrôlée : L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées. Cet état des matières stockées permet de répondre aux deux objectifs suivants :</p> <p>1. servir aux besoins de la gestion d'un événement accidentel ; en particulier, cet état permet de connaître la nature et les quantités approximatives des substances, produits, matières ou déchets, présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. Pour les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les différentes familles de mention de dangers des substances, produits, matières ou déchets, lorsque ces mentions peuvent conduire à un classement au titre d'une des rubriques 4XXX de la nomenclature des installations classées. Pour les produits, matières ou déchets autres que les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les grandes familles de produits, matières ou déchets, selon une typologie pertinente par rapport aux principaux risques présentés en cas d'incendie. Les stockages présentant des risques particuliers pour la gestion d'un incendie et de ses conséquences, tels que les stockages de piles ou batteries, figurent spécifiquement. Cet état est tenu à disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires, dans des lieux et par des moyens convenus avec eux à l'avance.</p> <p>2. répondre aux besoins d'information de la population ; un état sous format synthétique permet de fournir une information vulgarisée sur les substances, produits, matières ou déchets présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. Ce format est tenu à disposition du préfet à cette fin. L'état des matières stockées est mis à jour a minima de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, accident, pertes d'utilité ou tout autre événement susceptible d'affecter l'installation. Il est accompagné d'un plan général des zones d'activités ou de stockage utilisées pour réaliser l'état qui est accessible dans les mêmes conditions. Pour les matières dangereuses et les cellules liquides et solides liquéfiables combustibles, cet état est mis à jour, a minima, de manière quotidienne.</p> <p>Un recalage périodique est effectué par un inventaire physique, au moins annuellement, le cas échéant, de manière tournante.</p> <p>...</p>
<p>Constats : La société CFEB SYSLEY nous a présenté l'état des stocks valable au jour de la visite. Cet état des stocks sous forme informatique est édité journalièrement et automatiquement et une synthèse est systématiquement envoyée par courriel au poste de garde avant que celui-ci ne soit imprimé.</p> <p>L'Inspection estime que l'état des stocks présenté ne répond pas à la disposition contrôlée. En effet, la synthèse des produits ICPE/dangereux ne détaille pas les différentes familles de dangers et il est parfois impossible de comprendre à quelle catégorie de produit ou famille de dangers il est fait référence. L'intitulé des colonnes en caractères abrégés ou parfois tout simplement manquant participe à la mauvaise compréhension de cet état des stocks.</p> <p>En outre, l'état des stocks ne tient pas compte de la présence des déchets stockés, ou du moins une ambiguïté existe sur le fait que cette information ait été omise ou qu'elle ne soit simplement pas pertinente en raison de l'absence de déchets stockés. Il conviendrait alors, dans cette dernière hypothèse, de préciser qu'il n'y a pas de déchets stockés.</p> <p>L'inspection rappelle que l'état des stocks doit pouvoir être exploité par les autorités et services compétents en cas de besoin. Un manque de lisibilité de celui-ci pourrait nuire à son objet.</p> <p>Par ailleurs, nous n'avons pas constaté d'état des stocks synthétique comportant des indications suffisamment vulgarisées pour répondre aux besoins d'information de la population sur les substances, produits, matières ou déchets présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage.</p>

Afin de se conformer aux exigences réglementaires, l'exploitant peut, par exemple, tenir compte des recommandations formulées par la circulaire technique T661 de décembre 2021 éditée par FRANCE CHIMIE.

Non conformité n°2 : L'exploitant ne dispose pas d'un état des stocks synthétique. Il convient de corriger cette situation sous un délai d'un mois.

L'exploitant indique disposer d'une équipe dédiée à l'inventaire permettant de respecter une fréquence d'inventaire d'un même produit au moins annuelle, ce qui permet de respecter la prescription contrôlée.

Type de suites proposées : Avec suite

Proposition de suites : Lettre de suite

Délai : 1 mois

N° 3 : Arrêté du 24/09/20 relatif au stockage en récipients mobiles de liquides inflammables

Référence réglementaire : Article I.1 de l'arrêté ministériel du 24 septembre 2020 relatif au stockage en récipients mobiles de liquides inflammables

Thème(s) : Risques accidentels, Soumission

Prescription contrôlée : Relèvent du présent arrêté les stockages en récipients mobiles de liquides inflammables exploités :

1. Au sein d'une installation classée soumise à autorisation au titre de l'une ou plusieurs des rubriques nos 1436, 4330, 4331, 4722, 4734, 4742, 4743, 4744, 4746, 4747 ou 4748, ou pour le pétrole brut au titre de l'une ou plusieurs des rubriques nos 4510 ou 4511 de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement dites « rubriques liquides inflammables » ;

2. Au sein d'une installation classée soumise à autorisation au titre d'une ou plusieurs autres rubriques que les rubriques dites « liquides inflammables », dès lors que les quantités susceptibles d'être présentes de la substance ou du mélange dangereux avec une mention de danger H224, H225, H226 et de déchets liquides inflammables catégorisés HP3 dépassent 1 000 tonnes au total, ou 100 tonnes en contenants fusibles.

Constats : Par courrier du 13 août 2021, la DRIEAT attirait l'attention de la société CFEB SISLEY sur les évolutions récentes des textes renforçant la réglementation en matière de prévention des risques et de préparation à la gestion des accidents (textes parus au journal officiel du 26 septembre 2020). En réponse à ce courrier, la société CFEB SYSLEY a transmis, par mail du 13 décembre 2021, son analyse de soumission aux dispositions de l'arrêté ministériel du 24 septembre 2020. Ce document conclut que la société CFEB SISLEY est soumise aux dispositions de cet arrêté ministériel. Celle-ci en profite pour y joindre un bilan de conformité aux prescriptions figurant à cet arrêté ministériel.

Lors de cette inspection, l'exploitant nous a indiqué ne pas avoir pu déterminer si ses stockages devaient être considérés comme des stockages en contenants fusibles. L'Inspection a indiqué que la page 12 de la partie C du guide liquide inflammable du ministère disponible sur le site internet de l'Ineris <https://aida.ineris.fr/guides/liquides-inflammables> apporte une réponse à ce sujet. En synthèse, un contenant non fusible présentant des éléments fusibles peut ne pas être considéré comme fusible si la partie fusible se situe au niveau du couvercle (et non à la base), considérant que cette partie fusible n'est pas susceptible de conduire à une libération de produit.

Au cours de la visite d'inspection du 16 janvier 2023, l'Inspection a expliqué à l'exploitant la différence entre les notions de régime et de procédure. En l'espèce, le site est soumis à la procédure autorisation mais relève du régime de l'enregistrement suite à l'évolution de la nomenclature des installations classées. En conséquence, les activités de la société CFEB SISLEY ne sont pas soumises à l'arrêté ministériel du 24 septembre 2020 puisqu'elles ne relèvent pas du régime de l'autorisation. En revanche, elles relèvent des dispositions de l'arrêté ministériel du 1er juin 2015 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de l'une au moins des rubriques 4331 ou 4734 de la nomenclature des ICPE.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Article 1.2 de l'annexe II de l'arrêté préfectoral du 11 avril 2017
1.2. Contenu du dossier L'exploitant établit et tient à jour un dossier comportant les éléments suivants : <ul style="list-style-type: none">- une copie de la demande de déclaration, d'enregistrement ou d'autorisation et du dossier qui l'accompagne ;- ce dossier tenu à jour et daté en fonction des modifications apportées à l'installation ;- l'étude de flux thermique prévue au point 2 pour les installations soumises à déclaration, le cas échéant ;- la preuve de dépôt de déclaration ou l'arrêté d'enregistrement ou d'autorisation délivré par le préfet ainsi que tout autre arrêté préfectoral relatif à l'installation ;- les différents documents prévus par le présent arrêté. Ce dossier est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et, pour les installations soumises à déclaration, de l'organisme chargé du contrôle périodique. « Les éléments des rapports de visites de risques qui portent sur les constats et sur les recommandations issues de l'analyse des risques menée par l'assureur dans l'installation sont également tenus à la disposition de l'inspection des installations classées. »
Constats : Lors de la visite, l'exploitant nous a présenté les recommandations issues de l'analyse des risques menée par l'assureur. Le rapport émis par l'assureur HDI global RISK CONSULTING consécutivement à sa dernière visite réalisée le 3 septembre 2019 ne conclut par aucune recommandation et mentionne que « Cette conclusion ne fait que refléter l'excellente implication du management local dans la prévention des sinistres. »
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Articles 18 et 19 de l'arrêté Ministériel du 4 octobre 2010 (par application de l'article 15 de l'arrêté ministériel entrepôt du 11 avril 2017)
Thème(s) : Risques accidentels, foudre
Prescriptions contrôlées : <p>Article 18 : Une analyse du risque foudre (ARF) visant à protéger les intérêts mentionnés aux article L.211-1 et L.511-1 du code de l'environnement est réalisée par un organisme compétent. Elle identifie les équipements et installations dont une protection doit être assurée. L'analyse des risques foudre est basée sur une évaluation des risques et a pour objet d'évaluer le risque lié à l'impact de la foudre. Elle définit les niveaux de protection nécessaires aux installations. La réalisation de l'analyse conformément à la norme NF EN 62305-2 dans sa version en vigueur à la date de réalisation, permet de répondre à ces exigences. Pour les analyses réalisées avant le 1er septembre 2022, la réalisation conformément à la norme NF EN 62305-2, version de novembre 2006 permet également de répondre à ces exigences. Cette analyse est systématiquement mise à jour à l'occasion de modifications substantielles au sens de l'article R. 181-46 du code de l'environnement et à chaque révision de l'étude de dangers ou pour toute modification des installations qui peut avoir des répercussions sur les données d'entrées de l'ARF. Conformément aux dispositions de l'article 37, cette analyse prend également en compte, le cas échéant, l'unité de production photovoltaïque.</p> <p>Article 19 : En fonction des résultats de l'analyse du risque foudre, une étude technique est réalisée, par un organisme compétent, définissant précisément les mesures de prévention et les dispositifs de protection, le lieu de leur implantation ainsi que les modalités de leur vérification et de leur maintenance. Une notice de vérification et de maintenance est rédigée lors de l'étude technique puis complétée, si besoin, après la réalisation des dispositifs de protection. Un carnet de bord est tenu par l'exploitant. Les chapitres qui y figurent sont rédigés lors de l'étude technique. Les systèmes de protection contre la foudre prévus dans l'étude technique sont conformes aux normes françaises ou à toute norme équivalente en vigueur dans un Etat membre de l'Union européenne.</p>
<p>Constats : L'Inspection a souhaité mettre à l'ordre du jour un point sur le risque foudre afin d'examiner si les installations photovoltaïques, dont le site est intégralement équipé en toiture, avaient bien été prises en compte dans les analyses et études du risque foudre réalisées au moment de la construction du bâtiment aux environs de 2010.</p> <p>Les analyses et études du risque foudre présentées par la société CFEB SISLEY ne permettent pas de s'assurer de la prise en compte des panneaux photovoltaïques car ils ne sont pas mentionnés en données d'entrées de ces documents.</p> <p>En mars 2022, la société CFEB SISLEY a déposé un porter connaissance concernant une extension de ses activités. Il conviendra qu'elle saisisse l'opportunité de la mise à jour de l'analyse du risque foudre nécessaire à la réalisation de cette extension pour s'assurer de la prise en compte des panneaux photovoltaïques dans les calculs.</p> <p>Observation n°2 : Il est demandé à l'exploitant de justifier que les analyses et études du risque foudre tiennent compte de la présence de panneaux photovoltaïques.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Vérification de l'accessibilité du site au pompier (parcours sur le périmètre de l'Installation)

Référence réglementaire : Article 1.3 et 7.2.1.2 de l'arrêté Préfectoral du 21 avril 2009
Thème(s) : Risques accidentels, accessibilité du site au pompier, parcours sur le périmètre du site
Prescription contrôlée : Article 1.3 – Conformité au dossier de demande d'autorisation Les installations et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers déposés par l'exploitant. En tout état de cause, elles respectent par ailleurs les dispositions du présent arrêté, des arrêtés complémentaires et les réglementations autres en vigueur. Article 7.2.1.2 – Caractéristiques minimales des voies engins Ces voies engins sont aménagées pour que les engins des services d'incendie et de secours puissent évoluer sans difficultés... La voie engins aura les caractéristiques minimales suivantes : <ul style="list-style-type: none">- largeur de la bande de roulement : 3,50 m ;- rayon intérieur de giration : 11 m- hauteur libre : 3,50- résistance à la charge : 13 tonnes par essieu.
Constats : Lors de la visite d'inspection du 16 janvier 2023, nous avons constaté la présence d'une voie engin parcourant le pourtour de l'entrepôt, bitumée, de 4 mètres de largeur et de 6 mètres par endroits. En page 12 sur 20 de la partie présentation du dossier de demande d'autorisation de juillet 2008, il est mentionné que la largeur de la voie engins des pompiers d'une largeur minimale de 4 mètres sera élargie à environ 6 mètres au droit des poteaux incendie. À hauteur de certains poteaux incendie, nous n'avons pas constaté de surlargeur bitumée de la voie engin. Par mail du 24 février 2023, l'exploitant nous indique que cette surlargeur de 6 mètre est bien présente. La prescription contrôlée n'impose pas une bitumisation des voies mais leur résistance à une charge de 13 tonnes par essieu. La bitumisation permet, selon la façon dont elle est réalisée, de garantir une portance de 13 tonnes par essieu. Toutefois, elle ne constitue pas le seul moyen de respecter la prescription contrôlée puisqu'un sol adéquatement compacté, par exemple, peut également répondre aux exigences. Considérant que l'exploitant indique disposer de la largeur de 6 mètres à laquelle il s'est engagé dans son dossier de demande d'autorisation, nous demandons à l'exploitant qu'il justifie de cette surlargeur permettant de supporter une charge de 13 tonnes par essieu au niveau des poteaux incendie. Observation n°3 : Il conviendrait que la société CFEB SYSLEY justifie que la largeur de la voie engins des pompiers au droit des poteaux incendie est d'une largeur égale à au moins 6 mètres.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet